



CENTRE DE GESTION DE
LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE
www.cdg56.fr

CONCOURS D'ANIMATEUR TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE

(femme et homme)

I- FONCTIONS - CONDITIONS A REMPLIR

↳ NATURE DE L'EMPLOI

Les animateurs territoriaux constituent un cadre d'emplois d'animation de catégorie B comprenant les grades d'animateur, d'animateur principal de 2^{ème} classe et d'animateur principal de 1^{ère} classe.

Les animateurs territoriaux coordonnent et mettent en oeuvre des activités d'animation. Ils peuvent encadrer les adjoints et agents d'animation territoriaux.

Ils interviennent dans le secteur périscolaire et dans les domaines de l'animation des quartiers, de la médiation sociale, de la cohésion sociale, du développement rural et de la politique du développement social urbain. Ils peuvent participer à la mise en place de mesures d'insertion. Ils interviennent également au sein de structures d'accueil ou d'hébergement, ainsi que dans l'organisation d'activités de loisirs.

Les titulaires des grades d'animateur principal de 2^{ème} classe et d'animateur principal de 1^{ère} classe peuvent concevoir et coordonner des projets d'activités socio-éducatives, culturelles et de loisirs, encadrer une équipe d'animation, être adjoints au responsable de service, participer à la conception du projet d'animation de la collectivité locale et à la coordination d'une ou plusieurs structures d'animation. Ils peuvent être chargés de l'animation de réseaux dans les domaines sociaux, culturels ou d'activités de loisirs. Ils peuvent également conduire des actions de formation.

↳ CONDITIONS GENERALES A REMPLIR

Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire territorial, s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

- être âgé d'au moins 16 ans,
- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou ressortissant d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen (certificat de nationalité émis par le pays d'origine),
- jouir de ses droits civiques sur le territoire français pour les résidents français et européens (les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire du candidat doivent être compatibles avec l'exercice des fonctions) ainsi que dans les pays d'origine pour les ressortissants européens et ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions,
- se trouver en position régulière au regard des dispositions du Code sur le Service National de l'Etat dont le candidat est ressortissant,
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction. Les lauréats devront satisfaire à une visite médicale d'embauche devant un médecin agréé.

Les justificatifs nécessaires à la vérification de ces conditions doivent être fournis par le candidat lui-même.

Les candidats ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France doivent demander aux autorités compétentes de leur pays d'origine les documents attestant de leur situation et les faire authentifier et traduire par le consulat de leur pays en France.

🔗 **CONDITIONS D'INSCRIPTION AUX CONCOURS EXTERNE, INTERNE ET TROISIEME CONCOURS**

Le recrutement en qualité d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe intervient après inscription sur liste d'aptitude.

Sont inscrits sur la liste d'aptitude à l'emploi d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe, les candidats (femmes ou hommes) déclarés admis à l'un des trois concours suivants :

🔗 **CONCOURS EXTERNE**

Le **concours externe** est ouvert aux candidats titulaires :

- du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (D.E.J.E.P.S.) spécialité « animation socio-éducative ou culturelle » ;
- **ou** du diplôme universitaire de technologie (D.U.T.) carrières sociales option « animation sociale et socio-culturelle » ;
- **ou** du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (D.E.U.S.T.) « animation »

➤ **Dispense de diplôme :**

Bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter au concours externe :

- ❶ **les mères et pères de familles d'au moins trois enfants** qu'ils élèvent ou ont élevés effectivement,
- ❷ **les sportifs de haut niveau**

Les candidats concernés par l'une de ces dispenses devront fournir, selon leur situation, soit une copie du livret de famille, soit une copie de l'arrêté du ministre chargé des sports fixant la liste des sportifs de haut niveau sur laquelle leur nom est mentionné (au 1^{er} jour des épreuves du concours).

- ❸ **les candidats bénéficiant d'une équivalence de diplôme :**

Equivalence au titre de diplôme ou titre délivré dans un état autre que la France : les candidats qui possèdent un diplôme ou titre délivré dans un Etat autre que la France **peuvent déposer une demande d'équivalence de diplôme auprès du Ministère de l'intérieur** - Direction des collectivités locales (DGCL) - Bureau F.P. 1, Commission d'équivalence FPT - Place Beauvau - 75800 PARIS Cedex 08.

Equivalence au titre de l'expérience professionnelle ou de diplôme ou titre français autre que celui requis : les candidats qui ne possèdent aucun diplôme ou titre mais ont acquis une expérience professionnelle et les candidats qui possèdent un autre diplôme ou titre français **peuvent déposer une demande d'équivalence de diplôme auprès du CNFPT** - Commission de reconnaissance de l'expérience professionnelle - 10-12 rue d'Anjou - 75381 PARIS Cedex (informations sur www.cnfpt.fr)

L'expérience professionnelle peut être constituée par toute activité professionnelle, salariée ou non, exercée de façon continue ou non. Elle doit être équivalente à une durée totale **d'au moins 3 ans à temps plein** et relever de la même catégorie socio-professionnelle (au sens de l'INSEE) que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès.

- La durée d'activité professionnelle exigée est réduite à deux ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis.

- L'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles doit avoir été accompli dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à ceux des emplois auxquels le concours donne accès.

- Les périodes de formation initiale ou continue, ainsi que les stages et les périodes de formation en milieu professionnel accomplis pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre, ne sont pas pris en compte pour le calcul de la durée de l'expérience requise.

Le candidat doit fournir à l'appui de sa demande un descriptif détaillé de l'emploi tenu, du domaine d'activité, du positionnement de l'emploi au sein de l'organisme employeur, du niveau de la qualification nécessaire ainsi que des principales fonctions attachées à cet emploi. Il doit produire une copie du ou des contrats de travail et le ou les certificats de travail. A défaut, il peut produire tout document établi par un organisme habilité attestant de la réalité de l'exercice d'une activité salariée ou non salariée dans la profession pendant la période considérée.

Sont également concernés, pour une équivalence de plein droit de leur diplôme, les candidats :

- titulaires d'un diplôme, titre ou d'une attestation prouvant que le candidat a accompli avec succès un cycle de formation au moins de même niveau et durée que ceux sanctionnés par les diplômes ou titres requis ;
- justifiant d'une attestation d'inscription dans un cycle de formation dont la condition normale d'accès est d'être titulaire d'un diplôme ou d'un titre au moins de même niveau que celui des diplômes ou titres requis ;
- titulaires d'un diplôme, d'un titre homologué ou d'un titre à finalité professionnelle, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles, classé au moins au même niveau que le diplôme ou titre requis ;
- titulaires d'un diplôme ou titre de formation figurant sur une liste d'équivalence établie par arrêté.

Dans chaque cas de figure, les dossiers de demande de reconnaissance doivent être déposés avant la clôture des inscriptions du concours sous peine de devoir attendre la session suivante de concours.

🔗 **CONCOURS INTERNE**

Le *concours interne* est ouvert aux fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales, de l'Etat, des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions justifiant, **au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé, de quatre ans au moins de services publics.**

Ce concours est également ouvert aux ressortissants européens justifiant de quatre années de services auprès d'une administration, organisme ou établissement d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France, sous réserve de missions comparables à celles des administrations et établissements publics français et d'être titulaire d'une formation équivalente à celle requise pour l'accès à ce grade.

Sont exclues les périodes accomplies en tant que CES, CEC, emploi jeune (tout contrat de droit privé).

Les services effectués en tant que non titulaire, stagiaire et titulaire sont calculés de la manière suivante :

temps partiel = assimilé à du temps plein

temps incomplet supérieur ou égal au mi-temps = assimilé à du temps plein

temps incomplet inférieur au mi-temps = compté au prorata du temps effectivement travaillé

🔗 **TROISIEME CONCOURS**

Le *troisième concours* est ouvert aux candidats justifiant, **au 1er janvier de l'année au titre de laquelle il est ouvert, de l'exercice pendant quatre ans au moins,**

✔ soit **d'une ou plusieurs activités professionnelles salariées de droit privé** exercées dans des domaines correspondant aux missions des animateurs territoriaux

✔ soit **d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale.**

Important : la durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'ont pas, lorsqu'ils les exercent, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public.

Organisation du concours

- L'organisation de ce concours relève de la compétence des centres de gestion de la fonction publique territoriale. Il existe un centre de gestion par département.
- Il convient de se renseigner auprès du centre de gestion de son département ou de consulter le site du centre de gestion concerné ex : www.cdg56.fr afin de connaître le calendrier prévisionnel des concours.
- Les candidats doivent faire acte de candidature auprès du centre de gestion organisateur en lui demandant un dossier d'inscription au concours ou par préinscription sur le site du centre de gestion (www.cdg56.fr).
- Les candidats ayant la qualité de travailleur handicapé peuvent demander un aménagement d'épreuves lors de leur inscription au concours.

II- NATURE DES EPREUVES DES CONCOURS EXTERNE, INTERNE ET TROISIEME CONCOURS

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Pour chacun des trois concours, pourront seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission, les candidats déclarés admissibles par le jury, d'après le nombre de points qu'il aura fixé comme seuil d'admissibilité. Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves d'admissibilité entraînera l'élimination de la liste d'admissibilité.

A l'issue des épreuves d'admission, le jury arrêtera, dans la limite des postes mis aux concours, les listes d'admission. Le jury est souverain et n'est pas tenu d'attribuer tous les postes ouverts aux concours.

Lorsque le nombre de lauréats à l'un des trois concours est inférieur au nombre de postes ouverts, le jury peut modifier le nombre de postes aux concours externe, interne et troisième concours dans la limite de 25% de la totalité des postes ou d'une place au moins.

🔗 **CONCOURS EXTERNE**

Epreuve d'admissibilité

Rédaction d'un rapport à partir des éléments d'un dossier portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales assorti de propositions opérationnelles.

(durée : 3 heures ; coefficient 1).

Epreuve d'admission

Un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur sa formation et son projet professionnel et permettant au jury d'apprécier ses connaissances en matière d'animation sociale, socio-éducative ou culturelle, sa motivation à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois et son aptitude à l'encadrement.

(durée : 20 mn, dont 5 mn au plus d'exposé ; coefficient 1).

🔗 **CONCOURS INTERNE**

Epreuves d'admissibilité

1°) La rédaction d'un rapport à partir des éléments d'un dossier portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales, assorti de propositions opérationnelles.

(durée : 3 heures ; coefficient 1)

2°) Des réponses à des questions portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat.

(durée : 3 heures ; coefficient 1)

Epreuve d'admission

Un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur les acquis de son expérience professionnelle et permettant au jury d'apprécier ses connaissances, sa motivation à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois et son aptitude à l'encadrement.

(durée : 20 mn, dont 5 mn au plus d'exposé ; coefficient 1).

🔗 **TROISIEME CONCOURS**

Epreuve d'admissibilité

1°) La rédaction d'un rapport à partir des éléments d'un dossier portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales, assorti de propositions opérationnelles.

(durée : 3 heures ; coefficient 1)

2°) Des réponses à des questions portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales permettant d'apprécier les connaissances professionnelles du candidat.

(durée : 3 heures ; coefficient 1)

Epreuve d'admission

Un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur les acquis de son expérience professionnelle et permettant au jury d'apprécier ses connaissances, sa capacité à s'intégrer dans l'environnement professionnel au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois et son aptitude à l'encadrement.

(durée : 20 mn, dont 5 mn au plus d'exposé ; coefficient 1)

III- NATURE DU PROGRAMME - CONCOURS INTERNE ET TROISIEME CONCOURS

Réponses à des questions portant sur l'animation sociale, socio-éducative ou culturelle dans les collectivités territoriales

- L'actualité de l'animation et de l'action sociale,
- la situation de l'animation dans l'évolution générale de la société,
- les grandes étapes de l'éducation populaire, de l'animation socioculturelle, du mouvement associatif,
- l'organisation générale et le fonctionnement, les missions et l'évolution :
 - * de l'association loi 1901,
 - * d'un service d'animation municipal,
 - * d'une structure associative socioculturelle,
- les principaux dispositifs et les modalités d'actions socio-éducatives en matière de pratiques culturelles, de logement, de famille, de santé, de loisirs, de prévention, d'insertion, d'orientation et d'aide sociale,
- les grandes caractéristiques des principaux courants pédagogiques,
- la connaissance des publics,
- l'adaptation d'une activité aux publics visés et la déclinaison d'objectifs pédagogiques,
- les bases en psychologie comportementale,
- les principales techniques d'accueil, d'entretien et de réunion,
- les objectifs, les moyens, les méthodes et les critères d'évaluation des actions d'animation,
- le budget d'une action d'animation (suivi et évaluation),
- les principales obligations liées à l'organisation de toute activité en matière de responsabilité civile et pénale, d'assurance et de protection des mineurs,
- les règles en vigueur concernant la sécurité des biens et des personnes,
- les techniques fondamentales de prévention en matière d'hygiène et de santé.

IV- RECRUTEMENT

A - PIECE A FOURNIR EN CAS D'ADMISSION

A compter de la notification de leur admission, et afin de pouvoir être inscrits sur la liste d'aptitude, les candidats devront, au plus tard dans un délai de quinze jours, fournir à l'autorité organisatrice du concours une attestation de choix d'inscription sur liste d'aptitude, délivrée par le centre de gestion, dûment complétée.

De plus, il est rappelé que les lauréats devront justifier ultérieurement de leur aptitude physique à occuper l'emploi pour lequel ils auront été retenus ; à cet effet, ils devront satisfaire à une visite médicale d'embauche devant un médecin agréé.

B - INSCRIPTION SUR LISTE D'APTITUDE

La réussite au concours conduit à l'inscription sur la liste d'aptitude à l'emploi d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe, établie par ordre alphabétique, si le candidat remplit toutes les conditions pour avoir la qualité de fonctionnaire (chapitre I-B de la présente notice). *L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement* mais permet à tout lauréat de postuler auprès des collectivités et établissements publics territoriaux.

Le succès au concours est valable trois ans à partir de la date d'inscription sur la liste d'aptitude, sous réserve de faire connaître son intention d'être maintenu sur ladite liste au terme des première et deuxième années suivant son inscription initiale. Si, dans ce délai de trois ans, aucun concours n'a été organisé, le lauréat demeure inscrit jusqu'à la date d'établissement de la liste d'aptitude issue d'un nouveau concours.

Le lauréat déclaré apte à plusieurs concours d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe de centres de gestion différents doit opter pour une seule inscription. Toute personne inscrite sur une liste d'aptitude qui a refusé deux offres d'emploi est radiée de la liste d'aptitude.

Une collectivité non affiliée au centre de gestion organisateur dudit concours, qui nommera un lauréat inscrit sur la liste d'aptitude établie par ce même centre de gestion avec lequel cette collectivité ou le centre de gestion auquel elle est affiliée, n'a pas signé de convention de partenariat pour ce concours, devra rembourser pour ce candidat, une somme égale aux frais d'organisation rapportés au nombre de lauréats.

C - NOMINATION

Le lauréat inscrit sur la liste d'aptitude et recruté sur un emploi d'une collectivité ou établissement public territorial est nommé animateur territorial principal de 2^{ème} classe *stagiaire* pour une durée d'un an par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination.

Le stagiaire est rémunéré par la collectivité ou l'établissement public territorial ayant procédé à son recrutement, sur la base de l'indice afférent au 1er échelon du grade d'animateur territorial principal de 2^{ème} classe correspondant, **au 1er janvier 2011**, au traitement mensuel brut :

- ◇ en début de carrière : 1 620,60 €
- ◇ en fin de carrière : 2 842,99 €

Le stagiaire, qui avait auparavant la qualité de fonctionnaire, perçoit le traitement indiciaire correspondant à sa situation antérieure.

Dès sa nomination en qualité de stagiaire, le lauréat est radié de la liste d'aptitude. Toutefois, s'il est mis fin à son stage en raison de la suppression de l'emploi ou pour toute autre cause ne tenant pas à la manière de servir, le lauréat est, à sa demande, réinscrit de droit sur la liste d'aptitude.

Au cours de leur stage, les animateurs territoriaux principaux de 2^{ème} classe doivent suivre une formation d'intégration pour une durée totale de cinq jours. Cette formation est organisée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.).

D - AVANCEMENT DANS LE CADRE D'EMPLOIS

Avancement possible au grade d'animateur principal territorial de 1^{ère} classe.

